

Sommaire

Editorial.

L'école hors contrat.

La langue française.

L'honneur dans notre société.

Frèche et ses idées.

Grève ou pas ?

La Turquie et Chypre.



Le royalisme est une force avec laquelle il faudra compter dans l'avenir

Téléchargez PRO à l'adresse : <http://jrap5.free.fr>

Editorial : Instruire ou éduquer ?

Peut-on éduquer sans instruire? L'instruction fait partie de l'éducation; qu'est-ce qu'un enfant éduqué qui ne saurait rien ! Peut-on instruire sans éduquer? Certains enseignants le pensent, peut-être, en séparant les deux aspects, mais ils sont dans le fantasme ou l'inconscience

Éducation et instruction sont intimement liés. Normalement, l'éducation revient en premier aux Parents ; l'école se chargeant de faire acquérir la connaissance. Mais avec la démission des parents voire leur défaillance, avec les français venus d'ailleurs toujours plus nombreux, l'école se voit confier la mission d'éducation. Si cela

reste limité aux règles de comportement, à leur apprendre par exemple à vivre ensemble, c'est bien. Mais si, dès le primaire voire la maternelle, les enseignants modèlent les esprits de nos chères têtes blondes avec les idées aujourd'hui à la mode, les parents doivent réagir immédiatement. Que faire ? Choisir le privé ? Ces écoles qui devraient donner des valeurs chrétiennes, de fidélité à la patrie, d'honneur et d'abnégation, de courage, sont rivées à l'État par les contrats qui les lient. Il restes les écoles hors contrat. Une bonne solution, certes, mais onéreuse.

Philippe de Villiers démissionne du Conseil Général

Mis en minorité lors d'une cession du Conseil général, le président jette l'éponge et annonce sa démission. « A la date du 31 octobre, je quitte la présidence du Conseil Général et le Conseil Général », écrit Philippe de Villiers qui présidait aux destinées de la Vendée depuis 1988. Sa

décision est irrévocable sans que ce soit pour autant un « retrait de la vie politique ». Il ajoute dans une lettre aux vendéens « La réforme territoriale, la fin de l'autonomie fiscale, l'esprit de l'époque, les impatiences rendent ma décision opportune, sage et nécessaire »,

Le phénomène de l'école hors-contrat

Au sein de l'Education Nationale, un phénomène est en train de déstabiliser la main mise du ministère : l'école Hors-Contrat. Dénigrés par l'Education Nationale, ces établissements indépendants drainent plus de 47 000 élèves au sein de 460 écoles, et ce phénomène s'amplifie chaque année : plus de 40 écoles s'ouvriraient en marge de l'école « classique ». Le journal Challenges leur consacre un article complet aujourd'hui

(http://www.challenges.fr/magazine/encouverture/0222.031812/?xtmc=hors_contrat&xtcr=2), ce qui prouve l'intérêt grandissant des parents pour ces écoles.

Il est très simple de comprendre pourquoi ces écoles deviennent très prisées aujourd'hui : le refus de l'abrutissement généralisé de nos enfants par l'Education Nationale. Attention, il faut préciser que ce sont les directives Nationales du Ministère qui sont remises en cause, pas les professeurs qui, bien souvent, sont les premiers à souffrir de ce pourrissement intellectuel. Comme le dit Françoise Candelier, ancienne professeur des écoles dans l'enseignement Public : « J'ai une dette vis-à-vis de plusieurs générations d'élèves que nous avons trompés ».

Il faut également prendre en compte la perte de tout repère religieux dans les écoles

privées sous contrat qui, en prétextant une « paix » scolaire, abandonnent lâchement leur mission religieuse. Anne Coffinier, directrice de la Fondation pour l'Ecole, dénonce ce fait : « Les écoles sous contrat n'ont qu'une obsession : vouloir à tout prix préserver la paix scolaire, au point de perdre toute leur spécificité »

L'abrutissement de nos enfants par l'Education Nationale est une triste réalité à laquelle nous sommes confrontés tous les jours... La dernière directive relèguerait Louis XIV aux oubliettes, en attendant la disparition complète de Napoléon ! En 6°, un enfant sur trois ne sait pas bien lire ! Or, les écoles hors contrat proposent une réelle solution à ces problèmes : en mathématiques en CP, les enfants apprennent les 4 opérations ; en français en CE1, les 8 temps de l'indicatif sont enseignés, etc....

Ces écoles sont les réponses des parents face à l'incompétence du Ministère, qui se préoccupe trop des chiffres et non des enfants : fixer un pourcentage de réussite au baccalauréat en diminuant le niveau de connaissances demandé n'a apporté qu'un nombre incroyable de problème aux élèves, comme aux entreprises et universités ! Le simple fait qu'une dictée devienne une épreuve éliminatoire pour obtenir un diplôme d'ingénieur montre le niveau linguistique

de certains bacheliers !

Malheureusement, les écoles hors contrat font face à un problème complexe : l'absence de subventions de l'Etat nécessite une plus grande participation financière des parents, ce qui est impossible pour les parents les plus démunis. Quelques solutions sont proposées, mais la seule véritable solution à long terme pour l'Etat serait de revoir réellement ses politiques éducatives : arrêtons cet « abrutissement » de nos enfants et revenons à un niveau de connaissances convenable! JC



La langue française au placard

L'école primaire Gérard Philippe, de Grigny dans l'Essonne, a décidé d'innover pour la rentrée 2010. En effet, les chères petites têtes blondes pourront, dès l'âge de six ans, recevoir des cours d'arabe et de langues orientales, prodigués par des enseignants algériens. Le Maire de la petite commune de Grigny est donc allé plus loin que la proposition de Jean François Coppé, qui souhaitait limiter l'apprentissage de la langue arabe aux collèges et lycées. Cette décision a été motivée par le fort taux de communautés étrangères de la ville, constat dressé par Michèle Tribalat : « À Grigny, dans l'Essonne, 31% des jeunes sont d'origine subsaharienne, soit trois fois plus qu'en 1990. C'est le pourcentage le plus élevé de France, devant Les Mureaux, Évry, Stains, Sarcelles, Saint-Ouen, Pierrefitte-sur-Seine, Bondy et Épinay-sur-Seine où il avoisine ou dépasse 20 %. Ils sont désormais plus nombreux que les jeunes d'origine maghrébine à Grigny et à Évry ».

Cette initiative contestable et même regrettable soulève un problème bien plus grave : la remise en question de la langue française et de ce qu'elle apportait à la France :

une unité, une histoire commune et un vivre ensemble quotidien. Cet affront envers la France n'est que la suite logique d'une série d'attaques contre les emblèmes de la France : la Marseillaise et le Drapeau Français en sont les exemples les plus flagrants....

Dans la conception allemande de la Nation, la langue est sans nul doute le pilier principal de cette « âme collective », cette unité nécessaire de tout un peuple pour vivre en société. Qu'est-ce qu'une langue ? C'est un ensemble de sons utilisé par les individus pour communiquer entre eux. Cependant, cette langue n'est pas universelle ! Elle est assujettie à des influences extérieures, propre à chaque territoire : chaque langue est donc unique et correspond à une population. L'unicité de la langue doit donc être une force pour la communauté, et un devoir de la faire perdurer. Comment la Nation peut elle être unie si elle ne possède pas un même langage ? Comment créer un Moi national si les individus formant cette Nation ne se comprennent pas ? Comment dynamiser l'Esprit de la Nation si les individus ne peuvent s'élever ensemble ?

La langue française est peut être le bien le plus précieux de la Nation française : elle est la descendante de l'ancien français, la preuve de l'évolution de la France et garante de l'unité de notre pays. Saint Jacques, dans ses épîtres, disait : « La langue est un membre minuscule qui peut se glorifier de grandes choses. Voyez quel petit feu peut embraser d'immenses forêts, la langue aussi est un feu ». Ne laissons pas mourir notre belle langue ! Apprenons la à nos enfants, rendons lui hommage car à travers elle, nombre de brillants écrivains français se sont exprimés !

« Autant dire que nous ne savons plus notre langue, et qu'à force d'apprendre celle des autres peuples, nous avons laissé la nôtre vieillir et se dessécher » Rémy de Gourmont.

L'honneur dans notre société

L'Honneur est un concept complexe indubitablement lié à la culture de chaque peuple, comme l'exemple japonais du Seppuku (Hara Kiri en Occident), incompréhensible pour tout français. La culture d'un peuple n'est pas figée : elle évolue en fonction des faits historiques (guerres, fait économique marquant,...) et par l'action de différents courants de pensées philosophiques. Pour prendre l'exemple de la France, notre société a subi de grands changements de mentalité depuis 40 ans : l'ultralibéralisme a ouvert la porte à de nombreuses autres philosophies (hédonisme, puritanisme, gnosticisme, néopaganisme,...), certaines étant plus insidieuses et dangereuses que d'autres.

Aujourd'hui, il est peut être temps de dresser le bilan de l'évolution de cette notion d'Honneur, tristement résumée à une médaille sans valeur. L'Honneur est plus qu'un concept : c'était une idéologie tirant l'Homme vers ses meilleurs penchants, en l'invitant à délaisser ses pulsions les plus mauvaises. L'Honneur peut être conçu comme l'aboutissement de deux phénomènes : la recherche de l'évitement de tout acte « mauvais » ou avilissant, et le dépassement de soi dans les actes qui requièrent courage et abnégation.

1. L'évitement des actes mauvais et avilissant

Cette caractéristique nourrit un double objectif : conserver l'estime de nos pairs et la nôtre. Elle est cependant liée à la Notion de Bien et de Mal, le développement de notre libre arbitre et l'assimilation de différents interdits lors de l'enfance. En effet, comment éviter un acte s'il ne nous apparaît pas comme « Mauvais » ?

La notion du Bien et du Mal ne vient pas instinctivement à l'Homme dès sa conception : cette distinction est donc acquise lors de la formation de notre esprit et non innée. Elle se forme et se construit, selon la pensée freudienne, dans une partie de notre psychisme : le « Surmoi ». Cette instance de notre personnalité permet donc de distinguer le Bien et le Mal, mais également la capacité de récompense et de punition. Elle se développe lors de notre prime enfance, lorsque les interdits que le bébé affronte sont intériorisés et acquis : un bébé apprend que l'on ne doit pas mordre un autre bébé (pulsion né du ça) : il affronte cet interdit, ce « mur » auquel il doit faire face, pour finir par l'intérioriser.

Cette intériorisation de la limite entre le Bien et le Mal peut être transposée au niveau de la société : la Loi définit la limite entre le Bien et le Mal,

et sanctionne ceux qui la franchissent. Il faut donc, pour pouvoir vivre pleinement en société, intégrer ses interdits et les respecter. L'autorité de l'Etat peut être donc mise en parallèle avec l'autorité parentale, en occultant la dimension affective inhérente à cette dernière : elle doit être respectée et suivie à la lettre sans souffrir de remise en cause de la part de l'enfant. C'est là que le bât blesse....

Aujourd'hui, l'autorité des parents subit deux phénomènes principaux :

- une déliquescence voire une disparition complète : l'enfant n'intègre plus de limite entre le Bien et le Mal et ne distingue plus ses actes mauvais : vivre en société devient pour lui impossible.

- Une remise en cause incessante : par la société et son influence sur les familles, l'enfant n'intègre pas les interdits et les remet en cause incessamment, soutenu par l'opinion générale : il continuera de remettre en cause les lois de la société plus tard.

L'honneur dans notre société (suite)

L'Honneur devient donc bien désuet dans notre société : la limite entre le Bien et le Mal n'étant plus véritablement définie, l'évitement devient obsolète voire inutile. De plus, il devient difficile d'affronter seul l'hédonisme patenté de notre société : remettre en cause le culte du « plaisir et de la jouissance immédiate », renoncer aux plaisirs et aux tentations qui sont étalées tous les jours dans les rues devient un véritable parcours du combattant.

2. Le dépassement de soi dans les actes difficiles

Il s'agit peut être de l'aspect le plus critiqué de l'Honneur aujourd'hui : le dépassement de soi exige courage, délaissement de son ego et un grand sens de l'effort. Par ces trois aspects, cette partie essentielle de l'Honneur va contre la société : l'individualisme révolutionnaire prône le nombrilisme et l'égoïsme les plus odieux, l'hédonisme proclame l'évitement de l'effort et le culte du plaisir immédiat et enfin, l'ultralibéralisme fait l'apologie du « moindre effort »....

Le relativisme ambiant et nauséabond de notre société interprète et subjectivise énormément la notion de courage : la remise de la

Légion d'Honneur à l'humoriste Dany Boon ou la médaille du mérite à la concierge d'un immeuble pour avoir eu le courage de...

faire leur métier. A multiplier les honneurs, on en oublie l'Honneur.... Le courage se résume aujourd'hui à supporter le « poids » de la vie, en se traînant de la fin des études à la retraite, période que l'on veut la plus courte possible, en gagnant le plus possible et surtout, en travaillant le moins possible !

Le délaissement de ses intérêts au profit d'une cause plus grande, où nos intérêts ne comptent plus, est aujourd'hui considéré par nombre de français comme une vaste fumisterie, d'une inutilité flagrante.... L'individu prime sur tout autre chose : Dieu est relégué aux oubliettes, et toute forme de service bénévole est proscrit ou dénigré : « tout travail mérite salaire » est devenu l'adage de la plupart des français au détriment du don de soi ! La dissolution de la Nation française vient en grande partie de cet égoïsme individualiste : « l'âme collective » n'existe plus, et il suffit de voir les manifestants anti-retraites manifester pour comprendre que la France ne compte pas pour eux : seul leur petit intérêt personnel prime.

L'Honneur est aujourd'hui une valeur bien désuète et dénigrée, car elle appelle l'Homme à s'élever par l'effort nécessaire à l'application de certaines valeurs morales. Il faut préciser que l'Honneur d'aujourd'hui n'est plus celui du Moyen Age ou de la Renaissance ! L'Honneur au XXI^e siècle, c'est se battre contre l'égoïsme et l'hédonisme de notre société, par de simples actes quotidiens et non de grands faits chevaleresques ! « La jeunesse est faite pour l'héroïsme » disait le Général Mac Arthur : cultivons cette jeunesse qui nous pousse vers les cimes, et engageons nous à Servir ! Semper Altior !



Frêche et ses idées nauséabondes



(donc un coût monumental : rien que celle de Lénine coûte 170 000 euros !) en pleine crise économique... Et c'est là que l'on soulève le véritable problème de Georges Frêche : les dépenses faramineuses et inutiles, qui ruinent sa région et sa population ! Quelques exemples : 53 000 euros pour son 4X4, 633 000 euros pour une maison à New York, 17 000 euros pour sa salle de bains privée, etc... (pour ceux qui ont des doutes : <http://www.lecri.fr/2010/02/02/la-vraie-affaire-frêche/1040>) Ces abus financiers feraient presque rougir de honte Chirac et ses malversations économiques ! Ces

Georges Frêche est un personnage que l'on ne présente plus, malheureusement d'ailleurs... Historien autoproclamé (il n'a fait aucune étude d'histoire), ses sorties verbales assorties de ses insultes gratuites lui ont forgé une réputation de « Le Pen de gauche ». Aujourd'hui, il va plus loin : il a décidé de mettre en place une quinzaine de statues de personnalités du XX^e Siècle (Staline et Lénine côtoieront celle de Gandhi et de Mandela...).

Il y a deux leçons à tirer de tout cela : une leçon économique et une autre historique.

La première leçon repose sur le fait d'acheter des statues

personnes qui se réclament proche du peuple et vivent dans l'opulence honteuse ne méritent pas leur place... A quand des politiciens honnêtes qui mettront en pratique ce qu'ils préconisent ?

La seconde leçon est plutôt historique : quand un politicien s'autoproclame « Historien mais pas moraliste », l'Histoire risque de souffrir... Faire cohabiter une statue de Gandhi juste à côté de celle de Mao Zedong, c'est dépasser les limites de l'Histoire : c'est apporter volontairement la confusion entre un homme de Bien et un dangereux psychopathe ! Eriger une statue, c'est montrer cette personne en exemple, en idéal à atteindre... Perversion de l'Histoire, Lénine est présenté comme un héros ! Mr Frêche

ferait mieux de lire « Le Livre Noir du Communisme » où il comprendrait que la vénération que Lénine portait à la révolution française lui a fait commettre des atrocités sans nom....

Georges Frêche va plus loin : « Les mecs vont dire : « Staline, c'est un assassin ! ». Je le sais. Mais dans les dix statues que j'ai mises, il n'y en a que deux qui n'ont pas de sang sur les mains : Mandela et Jaurès. Staline, c'est un voyou bien sûr, qui est à l'origine de 22 000 000 de morts. Mais quand même, il a gagné à Stalingrad, et Stalingrad, c'est le tournant de la Seconde guerre Mondiale. » Comment peut on laisser dire ça ? Comment peut on laisser dire que Staline est un simple « voyou » alors qu'il a massacré 22 000 000 d'innocents ? Comment peut on laisser l'Histoire et la mémoire de ces millions d'innocents être bafouées par un arriviste notoire ?

Georges Frêche est sans nul doute un danger public, mais posons une réelle question : Quel système peut laisser un élu bafouer avec autant de facilité toutes les valeurs de son pays ? Louis XIV avait emprisonné Fouquet pour ses abus de pouvoir... Frêche est le digne successeur de Staline : « La mort d'un homme est une tragédie, celle de quelques millions est une statistique »...

Grève ou pas ?

Le 7 Septembre, de nombreux syndicats ont appelé à une grève générale en France, qui s'annonce d'ailleurs très suivie. Corps professoral, SNCF, RATP et fonctionnaires, la France sera immobilisée pendant une journée au moins... Nous savons que cette journée de mobilisation, tant dans le privé que le public, ne changera rien à la réforme des retraites. Pourtant, nombre de français vont descendre dans la rue demain, espérant malgré tout un petit sursaut de compréhension du Ministre ! Voilà le problème : les français sont convaincus que les membres du gouvernement sont déconnectés de la réalité ! Et de nombreux éléments accréditent cette thèse....

« Air Sarko One », petit plaisir présidentiel de plus de 150 millions d'euros, est l'un des éléments les plus significatifs

du manque de cohérence gouvernementale : tous les membres de ce gouvernement prône une « rigueur » budgétaire d'un côté, et le président se permet ce « petit » luxe.... Les malversations financières, avérées ou fausses, du ministre Woerth ; les petites dérives de M Blanc et le paiement des fourberies chiraquiennes par l'UMP ont fini de liquider le peu de confiance qui subsister en français et politiques... « Le plus grand mal que fait un ministre n'est pas de ruiner son peuple, il en est un mille fois plus dangereux : c'est le mauvais exemple qu'il donne. » disait Montesquieu.

La France traverse une crise politique grave : un gouvernement républicain en qui les français n'ont plus aucune confiance ne doit pas rester, s'il respecte vraiment

les règles de la démocratie. La démocratie, c'est le gouvernement d'un peuple par les représentants de la majorité. Cette grève générale montre le malaise des français : ils ne se reconnaissent plus dans ce gouvernement. La réforme des retraites n'est que le haut de l'iceberg, une excuse pour les gens de descendre dans la rue !

Arrêtons cette mascarade ! Cette grève ne vise pas uniquement à remettre en cause la réforme des retraites, mais à montrer le ras-le-bol général des français. La poudre aux yeux ne fonctionne plus, les « petits » écarts ne sont plus tolérés : nous arrivons aux limites d'un système hypocrite, qui fonde sa légitimité sur une « pseudo majorité », mais qui ne démissionne pas quand cette même majorité lui demande.

Annonce

La section nantaise du Souvenir Vendéen présentera « la bataille du Mans et les révélations sur les fouilles des charniers », le lundi 25 octobre 2010.

Pour la première fois des charniers de la Guerre de Vendée sont analysés scientifiquement par des archéologues : des révélations inédites sur les exactions honteuses commises sur les Vendéens durant la bataille du Mans. Les commentaires et les projections photographiques seront assurés respectivement par Mme Cécile Bayle de Jessé, présidente de l'association Le Mans Virée de Galerne, et Pierre Greau, vice-président du Souvenir Vendéen. Cela aura lieu à 20 h 30, salle Bretagne, 23, Rue Villebois-Mareuil à



La Turquie et Chypre



bien que l'énumération de ceux-ci devraient déjà limiter l'enthousiasme de nombre de politiciens à l'idée d'une possible adhésion turque... L'actualité nous invite à nous focaliser sur un point plus précis : aujourd'hui, le ministre grec des Affaires étrangères a appelé officiellement

européenne » : 1,249 milliards d'euros. Le second fond d'aide a débuté en 2008 et se finira en 2013 : 4,873 milliards d'euros. La Cour européenne des Comptes (ECA) a d'ailleurs épinglé la gestion de ses subventions dans un rapport passé plutôt inaperçu du 13 Janvier 2009 : elle déplore la gestion calamiteuse du dossier de l'adhésion de la Turquie dans l'Union Européenne et le fait que « des projets bénéficient de subventions alors que la partenariat pour l'adhésion n'en mentionnait nullement l'utilité »....

Comme tout le monde le sait, la Turquie est censé rentrer dans l'Union Européenne d'ici quelques temps... Enfin, en tout cas, elle reçoit chaque année des millions d'euros d'aides dans cet optique ! Malheureusement, il y a quelques petits problèmes dans la politique turque, quelques petits écueils qui freinent l'adhésion de cette dernière : sens de la démocratie plutôt louche, une occupation abusive de Chypre (qui lui est membre de l'UE...), une géographie pas du tout européenne (1% en Europe...), un « tabou » plutôt gênant sur le génocide arménien (n'importe quel habitant de Turquie parlant de la possible responsabilité des turcs est passible de prison !), etc...

Turquie à retirer ses troupes basées sur la Partie nord de Chypre, en gage de « bonne volonté ». Pour Dimitris Droutas, l'adhésion de la Turquie ne peut être envisagée tant que le problème de Chypre n'a pas été réglé.

Nous n'allons pas nous attarder sur tous ces points,

Il y a un double discours nauséabond sur l'adhésion de la Turquie : les politiciens ne veulent pas l'accueillir dans cette situation, mais ils continuent à lui verser des subventions famarieuses depuis 8 ans sans aucun résultat ! Pour que tout le monde comprenne bien : les contribuables européens vont devoir verser plus de 6 000 000 000 d'euros à la Turquie pour son adhésion... Entre 2002 et 2007, la Turquie a touché le premier « fond d'aide à la préadhésion

Arrêtons cette mascarade ! L'Europe, en pleine crise économique, continue de creuser sa tombe en versant des fonds à un pays qui n'a rien à faire de l'Europe : seul l'argent versé chaque année intéresse réellement la Turquie ! Arrêtons de jeter l'argent par les fenêtres ! On a pu trouver 6 000 000 000 d'euros pour faire subsister un fantôme d'adhésion, et l'on ne trouve rien pour aider les plus pauvres ? La France ne devrait pas cautionner cette politique honteuse de l'UE !

Abonnement

Pour s'abonner contacter la rédaction à l'adresse : prospectrives@live.fr
Abonnement 6 mois 5 €, 12 mois : 8€